

# Clark compte répéter l'expérience de Québec

par Georges ANGERS

L'expérience à laquelle le caucus des députés conservateurs s'est livré en fin de semaine à Québec sera répétée, a promis hier le chef tory, M. Joe Clark.

Il est essentiel, selon lui, que l'équipe conservatrice soit connue au Québec, a-t-il expliqué, tout comme il est essentiel que les membres de cette équipe deviennent plus familiers avec la réalité québécoise.

L'opération pédagogique à laquelle le leader tory se livre depuis quelque temps auprès de ses députés semble par ailleurs plaire assez à ces

nouveaux étudiants. Les 38 députés conservateurs des autres provinces présents se sont dits dans l'ensemble enchantés de ce contact direct avec Québec.

Le choc a cependant été passablement amorti puisque les députés n'ont eu de contacts qu'avec d'autres conservateurs, si l'on excepte une conférence samedi du directeur du DEVOIR, M. Claude Ryan.

Celui-ci a expliqué aux députés conservateurs anglophones qu'il circulait chez eux une grande quantité de mythes au sujet du Québec. Utilisant pour faire sa démonstration la langue de Shakespeare, M. Ryan a suggéré

qu'il existait au Québec un fond conservateur très large qui n'est actuellement mobilisé par aucune organisation politique.

Selon le conférencier québécois vedette au Canada anglais le poste d'observation qu'il occupe au DEVOIR lui a permis de constater que le Québec était au Canada la province la plus avancée au niveau des grands débats sociaux et la mieux branchée sur les grands événements mondiaux.

Le directeur du DEVOIR a annoncé aux députés conservateurs que le séparatisme québécois n'était pas mort comme l'a prétendu le premier ministre Trudeau non plus que le

fédéralisme était également mort comme le prétend le Parti québécois. Il serait cependant grandement temps que l'on s'attarde à trouver des solutions au défi constitutionnel canadien.

Le premier ministre Trudeau a erré dans son approche du problème québécois, a signalé M. Ryan, pour qui le problème fondamental n'a jamais été exposé.

Les députés conservateurs ont dans l'ensemble bien accueilli l'analyse du directeur du DEVOIR mais avec un degré d'intérêt et de compréhension très variable.

Ils ont par ailleurs participé aux travaux de quatre ateliers samedi où

étaient abordées les questions du développement économique régional, de l'industrie canadienne du textile, des affaires urbaines et de l'agriculture. Il n'est cependant rien ressorti de ce que l'on ne savait déjà de ces discussions.

Ce n'était de toute évidence pas l'objectif essentiel de la réunion du caucus conservateur à Québec mais bien plutôt une entreprise de relations publiques avec les électeurs québécois et les organisateurs conservateurs dans la province.

Chez ces derniers, l'essentiel des discussions a porté sur les tiraillements actuels au sein de leur organisa-

tion; chacun y est allé de sa solution. Rien n'a cependant été réglé au cours de la fin de semaine bien que la querelle ait pris une nouvelle dimension avec l'entrée en scène de Roch LaSalle.

Les députés conservateurs ont terminé la fin de semaine à Montréal dans le comté d'Hochelega où, il y a un an, Jacques Lavoie battait le ministre des Communications Pierre Juneau au cours d'une élection partielle. Dans l'esprit de tout le monde, il ne semblait faire aucun doute qu'une défaite similaire attend aujourd'hui les candidats libéraux dans Ottawa-Carleton et à Saint-Jean, Terre-Neuve où des élections partielles ont lieu.



Le Soleil, Jean Vallières

Un appui que Wagner n'aurait pas dédaigné lors de la dernière course à la chefferie.

## Roch LaSalle veut ramener la paix dans les rangs de l'aile québécoise du PC

par Georges ANGERS

L'entrée officielle de Roch LaSalle dans la course à la présidence de l'aile québécoise du Parti conservateur a amorcé en fin de semaine l'étape décisive dans la solution des querelles qui marquent depuis quelque temps cette organisation politique.

C'est du moins dans cet esprit que le député de Joliette aux Communes a fait part samedi de ses intentions; il est devenu impérieux, selon lui, de régler ces problèmes sans tarder un jour de plus si les conservateurs québécois aspirent sérieusement à prendre le pouvoir à Ottawa.

M. LaSalle n'a aucunement tenté de présenter l'organisation conservatrice québécoise actuelle comme une équipe unie; au contraire, il s'est référé expressément "aux tiraillements inévitables au lendemain de tout congrès à la chefferie, aux déchirements internes au sein de notre formation politique, à l'esprit de clans aux motivations plus ou moins avouables" dans sa description de la situation.

Il appartient maintenant à Jean-Yves Lortie, estime-t-on chez les conservateurs du Québec, de pousser l'affrontement à son terme ou de tout simplement laisser tomber. Présent à Québec, en fin de semaine à l'occasion

du caucus conservateur, M. Lortie s'est d'abord dit très déçu de la tournure des événements mais s'est refusé à annoncer toute décision pour le moment.

Jean-Yves Lortie est l'ancien organisateur du Parti conservateur au Québec qui a récemment été démis de ses fonctions à la suite de présumés conflits d'intérêts. Il avait également été l'organisateur de la campagne de Claude Wagner lors du congrès à la chefferie.

Ce dernier s'est par ailleurs dit quelque peu déçu de la décision de Roch LaSalle. Pour le député de Saint-Hyacinthe, le travail de député à Ottawa est très volumineux et très difficilement cumulable avec une tâche aussi exigeante que celle de président de l'aile québécoise du PC. "Je ne veux pas être tout seul à Ottawa pour défendre les intérêts du Québec", a-t-il ajouté.

Présentant hier M. Clark au cours d'un déjeuner, M. Wagner s'est par ailleurs porté à la défense des vieux militants conservateurs que l'on veut "déloger".

Selon M. Wagner, l'organisation conservatrice au Québec est encore trop déficiente pour que l'on s'attarde à vouloir se débarrasser des militants

qui ont travaillé depuis plusieurs années pour le parti.

"Il y a autre chose à faire que de chercher de pseudo-conflits d'intérêts", a-t-il déclaré. "Il est temps qu'on mette fin aux petites querelles.

Nous ne voulons pas que le Québec fasse encore échec au destin du Canada".

"Ne laissez pas notre chef Joe Clark seul, aidez-le", a-t-il lancé aux conservateurs québécois.



Le Soleil, Jean Vallières

Roch LaSalle plonge encore une fois...

**SPECIAL D'OCTOBRE**

Tous les  
**PANIER  
SUSPENDUS**  
en magasin

**20% D'ESCOMPTE**

**PLANTARYNA**  
630, rue St-Jean, Québec - 529-3064

Jusqu'à **35%** d'escompte en tout temps sur tout achat d'articles de

- Classement
- Comptabilité
- Écriture
- Emballage
- Ameublement de bureau
- Etiquetage
- Machines de bureau
- Reliure
- Utilités diverses

En spécial du 18-10-76 au 23/10/76

BOITES RELIEUR TYPE SHANNON \$6.10  
FORMAT LETTRE POUR 10  
MAXIMUM DE 10 PAR CLIENT PRIX NET

CHEMISE DE CLASSEMENT \$4.80  
FORMAT LEGAL POUR 100  
MAXIMUM DE 500 PAR CLIENT PRIX NET

1 - Livraison gratuite Québec Métro  
2 - Demandez notre liste de prix illustrée

la papeterie sanfaçon inc  
807, PL. BORROMÉE, C.P. 1226 QUÉ. G1K 7C3  
Téléphonez à 623-1522

**exclusif!**

**LE SOLEIL** présente ce feuilleton dans les annonces classées

ce qu'en dit la critique internationale

★

"Un livre véritablement passionnant, boursé de révélations, qui lève enfin le voile sur de nombreux mystères de l'opération Entebbe." *Le Point*

"Trois jours ont suffi pour préparer l'extraordinaire Opération Tonnerre." *L'Express*

"La libération des otages d'Entebbe est une des opérations ponctuelles les plus magistrales réalisées depuis 1945." *Le Monde*

"Israël vient de donner au monde entier, et plus particulièrement à l'Occident, qui en avait besoin, une leçon magistrale." *Le Figaro*

"Seul Israël est pour le moment en mesure d'exécuter de telles actions... Les Européens n'avaient rien entrepris d'eux-mêmes sur le plan militaire. Il leur manquait le moral et la liberté que procurent le sentiment tragique de la vie, l'expérience historique des Juifs." *Die Welt*

"Ce fut un acte d'un grand courage, mené avec un grand savoir-faire." *The Times*

"Le raid perpétré par Israël en Ouganda doit être dénoncé avec une vigueur particulière car ses promoteurs érigent de telles actions au rang de la politique officielle (...). C'est un raid de bandits avec des méthodes de gangsters." *La Pravda*

Auteur de nombreux best-sellers, **WILLIAM STEVENSON** est un vétéran du reportage. Il a rédigé cet ouvrage en collaboration avec **URI DAN**, l'un des rédacteurs en chef de *Maariv*, le plus influent quotidien israélien. Il est l'auteur, lui aussi, de nombreux best-sellers, et ses révélations sur la guerre du Kippour ont déclenché en Israël un débat national.

**90 MINUTES**  
William Stevenson  
en collaboration avec  
Uri Dan

**90 MINUTES**  
**À LIRE**  
**ENTEbbe**  
Tonnerre israélien sur l'Ouganda

Stanké

**à lire à compter de samedi le 23 octobre**

# La coopération franco-québécoise, l'affaire de tous!

par Denis ANGERS

les citoyens du Québec et de France.

La coopération franco-québécoise doit cesser d'être un fait de gouvernements pour devenir l'affaire de tous

Dans cette optique, l'Association Québec-France, qui tenait son premier congrès à Québec en fin de semaine,

s'avère comme étant un instrument privilégié du développement de liens étroits entre les populations française et québécoise.

connaître la France et ses habitants.

## Recommandations

Samedi, à l'issue d'un intense travail en ateliers, les congressistes de Québec-France ont réclamé de la presse québécoise une couverture plus approfondie de l'actualité française et des réalités de la coopération franco-québécoise. Ils ont également posé les jalons d'une structure d'accueil qui, articulée autour de chacune

des six sections locales que compte l'association, permettra de recevoir au Québec un nombre croissant de visiteurs français et qui resserrera conséquemment les liens entre les deux populations.

Abordant les problèmes économiques, les participants aux ateliers ont déploré la faiblesse des rapports commerciaux franco-québécois. En 1975, les importations françaises au Québec dépassaient les \$300 millions; la même année, les

exportations québécoises vers le marché français plafonnaient à \$180 millions!

Pour corriger cette balance commerciale défavorable pour l'industrie québécoise, l'Association Québec-France désire sensibiliser le secteur industriel français au dynamisme et au modernisme de la technologie québécoise tout en appuyant les efforts du gouvernement du Québec dans d'éventuelles campagnes de promotion outre-Atlantique.

Pour l'immédiat, l'association entend consacrer le gros de ses efforts à la structuration de ses sections locales et à la création de nouvelles sections aux quatre coins du Québec.

Grâce à la collaboration active du ministère québécois des Affaires intergouvernementales, Québec-France a connu, depuis mai 1976, un essor remarquable, le nombre de ses adhérents passant de 90 à 350 et celui de ses sections de deux à six.

Des bases actuelles de Montréal, Québec, Saint-Hyacinthe, Sept-Îles, Trois-Rivières et Chicoutimi, l'association entend rejoindre tous les Québécois désireux de s'exprimer à l'intérieur de la francophonie. Pour l'année 1976-1977, ce travail de recrutement vise particulièrement les 50,000 Québécois qui, dans le cadre des programmes d'échange mis de l'avant par les gouvernements français et québécois, ont déjà fraternisé avec des citoyens de l'Hexagone.

## L'intérêt du public pour les archives devrait être moussé

Les archives québécoises constituent un élément important de notre patrimoine national et, à ce titre, elles gagneraient à être mieux connues du grand public.

Samedi dernier, c'était Jour des archives et quelque 55 représentants de 13 organismes à vocation historique ont profité de l'événement pour discuter de l'établissement de contacts réguliers entre tous les utilisateurs des ressources archivistiques.

Au cours d'un colloque régional tenu au pavillon de l'enseignement du campus de Cap-Rouge, ces délégués de sociétés historiques, généalogiques et culturelles ont pris part à une "rencontre de parenté culturelle" qui a permis à chacun de présenter à tous les ressource

ces et les champs d'intérêt de l'organisme qu'il représentait.

Les participants se sont également intéressés à la Semaine du patrimoine 1977. Au terme d'un atelier d'une heure, ils en sont venus à un consensus sur le thème de l'an prochain: l'hiver québécois aux 17<sup>e</sup> et 18<sup>e</sup> siècles.

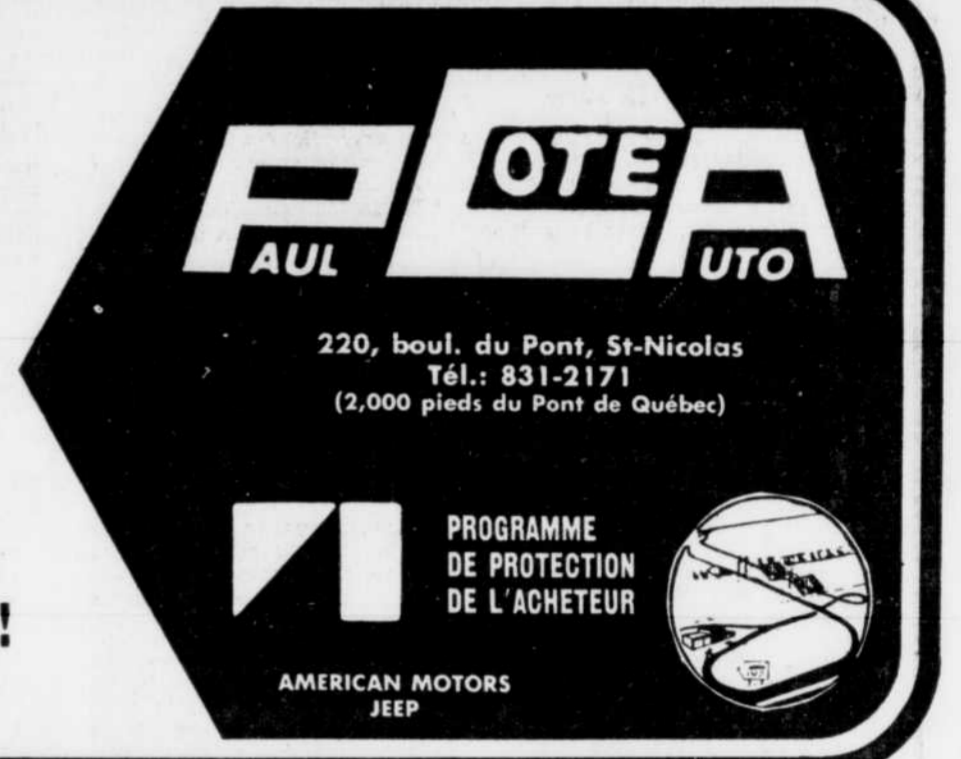
Les historiens, les archivistes et les animateurs présents se sont enfin dotés d'un comité de coordination de sept membres qui veillera à maintenir et à développer le contact établi samedi entre les représentants des organismes participants. Ce comité sera présidé, pour l'année qui vient, par M. Georges-Henri Dagneau, de la Société historique de Québec.

## Enfin une protection efficace et durable, "LE PROGRAMME DE PROTECTION DE L'ACHETEUR II"

(24 mois - 24,000 milles)

Paul Côté Auto est fier de pouvoir vous faire profiter de cette heureuse initiative de AMC.

**VOUS POUVEZ ACHETER EN TOUTE CONFIANCE!**



## VOICI LA VOITURE DE L'ESPACE. LA NOUVELLE PACER FAMILIALE!

**Vous aimez la ligne de la Pacer, c'est entendu, mais si vous avez besoin d'une familiale, la fascinante Pacer vous l'offre. Voilà une plus qu'aubaine.**

### LE PROGRAMME DE PROTECTION DE L'ACHETEUR II

**GARANTIE COMPLÈTE DE 2 ANS/24,000 MILLES\* DU MOTEUR ET DES ORGANES DE TRANSMISSION**

**GARANTIE COMPLÈTE DE 1 AN/12,000 MILLES\* DE TOUTES LES AUTRES PIÈCES (SAUF LES PNEUS)**

**DE PLUS: VOITURE DE COURTOISIE ET PROTECTION INTERRUPTION DE VOYAGE, SANS FRAIS DE VOTRE PART.**

\* À PARTIR DE LA DATE OÙ LA VOITURE A ÉTÉ LIVRÉE OU UTILISÉE POUR LA PREMIÈRE FOIS, SELON LA PREMIÈRE ÉVENTUALITÉ.

Voici le prolongement logique de notre populaire Pacer: la toute nouvelle Pacer familiale.

Nous l'appelons la Pacer de l'espace, la Pacer qui donne aux admirateurs de la Pacer encore plus à admirer. Et comme son hayon couvre encore une plus grande surface, il permet de charger la voiture encore plus facilement. Vous obtenez jusqu'à 47 pi<sup>3</sup>

d'espace une fois la banquette arrière rabattue.

Et la nouvelle Pacer est appuyée par le Programme de Protection de l'acheteur II — la protection supplémentaire qui vous est offerte par AMC seulement.

Le moteur et les organes de transmission sont protégés pendant 2 ans ou 24,000 milles.\*

Toutes les autres pièces sont protégées pendant 1 an ou 12,000 milles.\*

Tous les réglages, pendant 4 mois ou 4,000 milles.\*

Passez chez votre concessionnaire AMC, il vous donnera tous les détails au sujet du nouveau Programme de Protection de l'acheteur II d'AMC.

La nouvelle Pacer familiale 1977, c'est: une ligne éblouissante, de l'espace à profusion, une aubaine unique. Parce que AMC, c'est plus que plus.

Certaines pièces d'équipement illustrées sont livrables moyennant supplément.



Voyez-la chez

# LAURIER AUTO INC.

Dépositaire

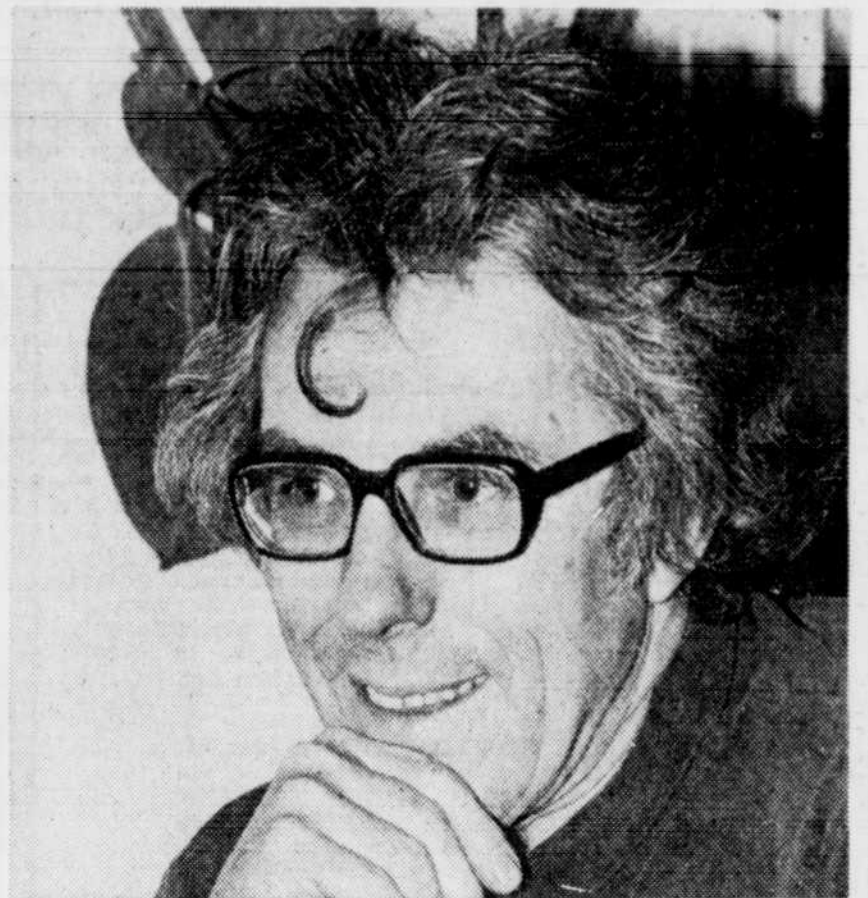
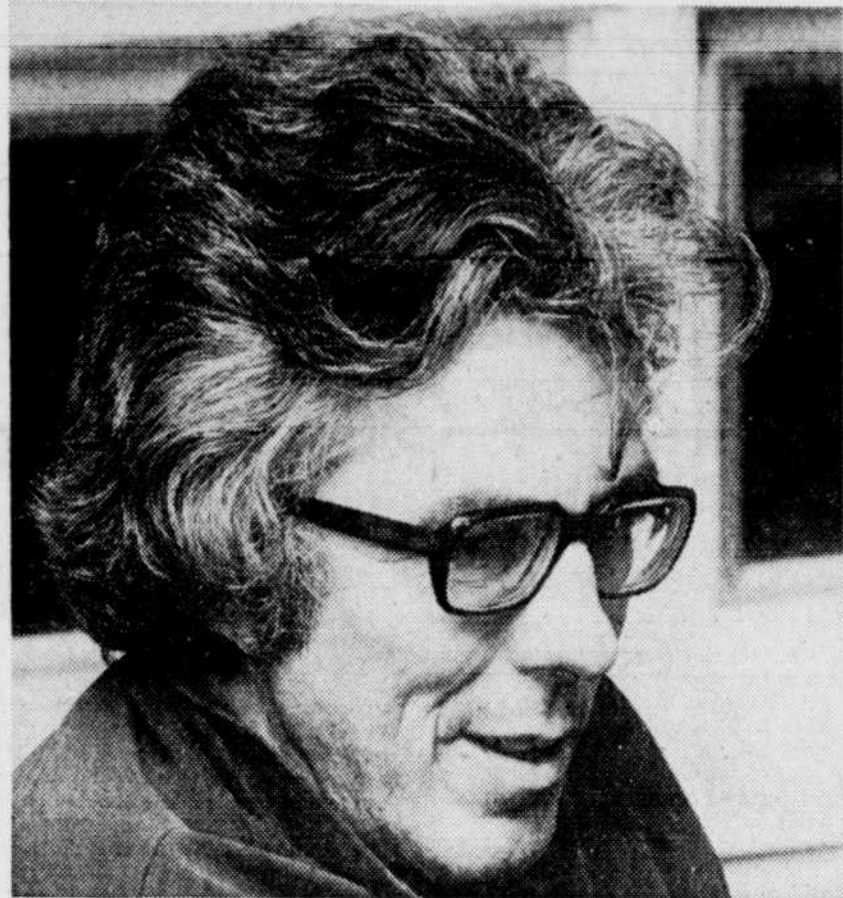
**AMC - JEEP**



2025 OUEST, Boul. Charest  
Parc Jean-Talon Sud  
681-4631

Ouvert jusqu'à 9h.30,  
sauf le samedi.

## AMC, c'est plus que plus.



Le Soleil, J.-M. Villeneuve

## Jacques Brunet, sous-ministre: un accident de parcours

par Roger BELLEFEUILLE

Il n'est pas un énarque, mais un accident de parcours. Pourtant, il a la gérance suprême d'une des plus vastes entreprises de services de la province, le ministère des Affaires sociales.

Un ministère qui engloutit quelque trois milliards par année — environ le tiers du budget de la province — qui a un personnel de 4,000 personnes, sans compter les 110,000 employés du secteur parapublic; un ministère qui transige avec plus de 1,500 établissements, allant de la plus modeste garderie au centre hospitalier le plus sophistiqué, comme l'Institut de cardiologie; un ministère "présent", par la diversité des programmes qu'il administre ou fait administrer, dans la vie de tous les citoyens du Québec.

Comme grand patron de la gestion de cette immense machine, un médecin, le Dr Jacques Brunet.

Au seuil de la cinquantaine, l'oeil gris et moqueur, le sourire facile, une tignasse presque à la Einstein, la mise un peu négligée, Jacques Brunet est en poste depuis maintenant six ans.

Et, à ce titre, il est déjà, avec le sous-ministre André Gauvin, du Revu, un doyen des sous-chefs, autre appellation pour sous-ministre en titre.

Jacques Brunet n'a pas gravi les échelons de la fonction publique québécoise. Ce monde, avoue-t-il, lui était presque inconnu avant 1970.

Il n'a donc pas connu le conditionnement de la carrière, ni la matrice de l'École nationale d'administration publique. Il n'est pas dès lors un énarque et se considère, pour cette raison, un accident de parcours.

Médecin de profession, endocrinologue par spécialité, il oeuvre d'abord en cabinet privé, pratique à l'hôpital du Saint-Sacrement, est un promoteur de la Clinique médicale Berger, enseigne à Laval puis devient le premier médecin à plein temps au Centre hospitalier de l'université Laval (CHUL). Il se perçoit donc comme un "marginal" de la profession médicale.

En dépit de toutes ces activités médicales et para-médicales, il avoue fort candide, qu'avant sa nomination, il n'avait jamais mis les pieds au ministère de la Santé d'alors.

Dans l'étrier

Conseiller spécial auprès de la Commission d'enquête sur la santé et le bien-être social, présidée à ce moment par M. Claude Castonguay, les deux hommes en viennent graduellement à se connaître et à s'apprécier.

Il n'est donc pas étonnant de les retrouver tous les deux, en 1970, l'un comme ministre, l'autre comme sous-ministre.

Un vent de réforme accélérée souffle alors sur le domaine de la santé et des services sociaux.

Il trouve encore très valable la fusion, sous un seul chapeau administratif, des ministères de la Santé d'une part et de la Famille et du Bien-être social d'autre part.

Un retour en arrière? Il n'en voit pas l'opportunité.

Tout au plus voit-il que l'aide sociale soit un jour détachée, vu que déjà ce programme, avec ses 1500 employés et son budget de \$500,000,000 en prestations diverses, constitue, dans les faits, une entité administrative distincte.

Une journée remplie

La gestion quotidienne, le courrier, les réunions avec le ministre et les hauts fonctionnaires, les discussions autour des grandes orientations, les législations, les réglementations; les rencontres avec les représentants d'organismes de l'extérieur, avec les conseils d'administration d'établissements hospitaliers ou autres; les exigences des tables de négociations presque permanentes, tant les groupes de professionnels de la santé et des services sociaux sont nombreux,

toutes ces activités ne laissent guère de place à la vie de famille et aux loisirs.

Une famille qui compte quatre filles et un garçon qui sont tous passés par le secteur public d'enseignement, une maison confortable et vaste à Sainte-Foy, qu'égayent des perruches jaccassantes et des plantes à profusion, un chalet d'été au Lac Saint-Joseph.

Les journées du Dr Brunet ont souvent de 12 à 14 heures, mais leur moyenne est de 10.

Mais sous-ministre ou médecin praticien, Jacques Brunet estime qu'il est toujours possible d'organiser son temps pour réserver la fin de semaine à la vie de famille et garder des moments pour les nécessaires loisirs.

A cet égard, il pratique le tennis deux fois par semaine, l'année durant, se livre à la voile au Lac Saint-Joseph et dévale les pentes de ski du mont Sainte-Anne.

Un certain bilan

Critique, Jacques Brunet concède que tous les objectifs de la Commission Castonguay-Nepveu n'ont pas été atteints.

La retombée la plus négative de la réforme: la mise en place d'un système trop "unifiant" qui a battu en brèche le bénévolat.

"L'Etat, soutient-il, ne pourra jamais assumer totalement, par exemple, l'ensemble des services aux personnes âgées".

A cet égard, il estime que les CLSC doivent apprendre à parler au monde et susciter la mise sur pied de divers comités d'aide issus de la population.

Les six dernières années, dans ce secteur, on a charrié copieusement les thèmes de la participation et de la démocratisation.

"Ce sont là des concepts menaçants pour toute technocratie à cause du danger de morcellement des pouvoirs qu'ils véhiculent", de constater le Dr Brunet.

Le plus grand défi de "ma job", au cours de ces années, confie-t-il, aura été justement d'essayer de maintenir l'équilibre entre ce désir de participation et les forces internes qui tendent vers le plus grand contrôle possible.

D'autre part, il avoue que le MAS n'a pas encore réussi à convaincre les conseils d'administration qu'ils peuvent faire par eux-mêmes "pas mal de choses", que leur marge de manoeuvre n'est pas si réduite.

Deux hommes

Jacques Brunet, en poste depuis six ans, a connu deux patrons: Claude Castonguay et son succes-

seur, le ministre actuel, M. Claude Forget.

Deux personnalités fort différentes. S'il y a eu continuité dans les orientations et le cheminement, le sous-ministre Brunet constate que le plus difficile, au niveau de ce changement de patrons, tient justement, non pas à leur compétence respective, ni à leur valeur individuelle, mais beaucoup plus à leurs personnalités.

M. Castonguay, note-t-il, était pratiquement assuré à l'avance d'une adhésion à 90 pour cent, tant au Conseil des ministres que dans la population, de ses propositions.

Souvent les mêmes dossiers, et parfois des dossiers mis en marche par M. Castonguay, se heurtent à une résistance quasi spontanée, maintenant que M. Forget en est le responsable.

A titre d'exemple, il rappelle le dossier de la contribution des parents d'enfants placés en famille d'accueil.

"C'était là un règlement préparé par M. Castonguay mais qui a soulevé un tollé général, lorsqu'appliqué par son successeur, M. Forget.

Entend-il céder bientôt les rênes à un autre?

"Je n'ai pas le goût de m'en aller...", rétorque Jacques Brunet.

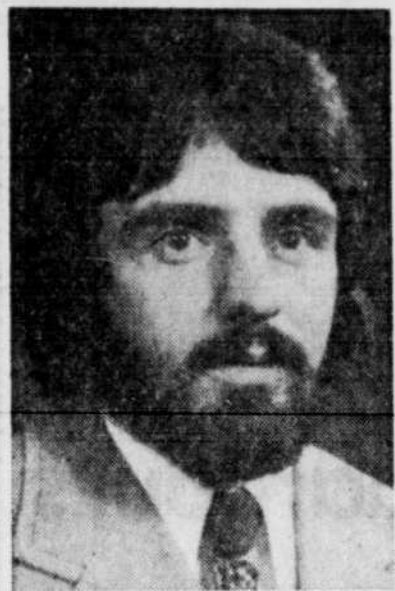




lévis la banlieue de québec

# le québec métropolitain

## dans nos régions



artisanale dépassera largement les frontières régionales. Les membres de cette corporation sont le Dr Yves Tourville, président, Mlle Françoise Labbé, vice-présidente, M. Augustin Côté, vice-président, Me Fridolin Pagé, trésorier. Les directeurs sont MM. Jacques Hudon, Vladimir Horik, Edouard Cloutier, Mmes Denise Ouellet et Juliette Simard-Saint-Gelais.

### La Rive-Sud

Le maire de Charny, M. Herman Couture, a précisé que le conseil municipal de cette ville est tout à fait favorable à l'agrandissement de l'usine de filtration située près de la rivière Chaudière, dans le but d'alimenter adéquatement les municipalités de Bernières, Saint-Nicolas et Saint-Rédempteur. Mais, de signaler M. Couture, le conseil de Charny y met deux conditions: 1) que le ministère des Affaires municipales et de l'Environnement donne l'autorisation; 2) que le gouvernement octroie une subvention suffisante pour couvrir la totalité de nouvel investissement.

### Nouveau conseiller

Le conseil municipal de la ville de Saint-Joseph de Beauce a désigné M. Martin Vachon pour représenter le siège no 2, en remplacement du conseiller sortant M. René Côté qui a dû remettre sa démission pour cause de transfert à Québec.

### La Côte-Nord

Le gouvernement québécois vient de compléter le versement d'une subvention de \$413,778 à la ville de Schefferville, au Nouveau-Québec. Le maire de l'endroit, M. Charles Bégin, s'est dit heureux parce que cet argent servira à équilibrer le budget. La ville de Schefferville administre un budget de \$2.1 millions cette année, et la taxe foncière atteint déjà \$2.09 du \$100 d'évaluation.

### La Côte-du-Sud

L'Islet fêtera son tricentenaire l'année prochaine. Un comité a été mis sur pied, ces jours derniers, pour préparer les manifestations de réjouissance populaire. Le publicitaire M. Marcel Fortin, a précisé que les célébrations de pointe se dérouleront du 3 au 10 juillet 1977. Entre-temps, les citoyens seront appelés à participer à différentes initiatives devant commémorer cet événement.

### Portneuf

La clientèle scolaire de la régionale Tardivel est de 4,500 élèves. En révélant ces chiffres à la dernière assemblée du conseil des commissaires, M. Russel Gilbert, du service de l'enseignement de cette commission, a précisé que ce nombre représentait une diminution de 221 étudiants à comparer à l'année scolaire 1975-1976. Mentionnons qu'avec une telle clientèle, la régionale Tardivel est l'une des cinq plus petites commissions scolaires régionales du Québec.

### Charlevoix

La Corporation du centre d'art de Baie-Saint-Paul travaille depuis plusieurs mois à la réalisation de ce projet dont l'influence artistique et

## Fusion: la Chambre de commerce de Lévis exige une réponse du ministre Goldbloom

par Gilles PEPIN  
du bureau du Soleil

LEVIS — Craignant qu'une éventuelle campagne électorale provinciale vienne retarder davantage la discussion sur le projet de regroupement des municipalités de Lévis, Lauzon et Saint-David, la Chambre de commerce de Lévis a insisté, hier, auprès du ministre des Affaires municipales, M. Victor Goldbloom, sur la nécessité de désigner, dès maintenant, un médiateur dont la tâche serait de favoriser le dialogue.

Dans un télégramme envoyé au ministre, hier matin, le président de cet organisme, M. Jean-Marie Bérubé, n'a pas caché la déception des dirigeants de la Chambre de commerce, qui n'ont pas encore obtenu de réponse à leur lettre qu'ils avaient adressée

à M. Goldbloom le 14 septembre dernier. La Chambre exige, que le ministre fasse connaître au moins son opinion, dès à présent.

Soulignant une fois de plus qu'il est essentiel et urgent qu'une tierce personne intervienne dans le dossier au regroupement, "qui est en train de moisir", M. Bérubé a mentionné au SOLEIL que la Chambre de Lévis est fermement décidée à suivre cette affaire de très près.

Rien n'a encore été divulgué cependant quant à d'autres moyens de pressions présentement en voie d'élaboration, mais le président Bérubé a signalé clairement l'intention de la Chambre de commerce d'intervenir d'une façon ou d'une autre, pour que le dialogue entre les trois conseils municipaux concernés soit enfin enga-

gé sérieusement et qu'une décision soit prise incessamment.

### Au conseil de Lévis

Le dossier du regroupement, qui n'a fait l'objet d'aucune mention depuis plusieurs mois, lors des assemblées municipales, reprend l'actualité alors que plusieurs personnes dénoncent l'opposition manifeste démontrée par certains conseillers de la ville de Lévis.

Il est probable que le sujet sera discuté ce soir.

à l'hôtel de ville de Lévis, d'où le député-maire, M. Vincent Chagnon, a répondu, la semaine dernière, à son collègue de Lauzon, M. Jean-Marc Lessard, que l'invitation à une table ronde allait être transmise à tous les membres du conseil lévisien.

Le maire de Lauzon a effective-

ment rappelé qu'une invitation, faite en avril dernier et à laquelle a déjà répondu favorablement le conseil de Saint-David, tient toujours, pour aborder la discussion quant à un éventuel protocole d'entente. Le dialogue doit porter sur d'autres choses que l'aspect financier, puisque c'est apparemment le manque de consensus sur les points généraux qui fait que le ministre retarde à se prononcer sur l'éventuel le subvention discrétionnaire, selon M. Lessard. M. Chagnon a personnellement appuyé cette opinion et s'est aussi prononcé pour le dialogue.

Chez les conseillers municipaux de Lévis, le sujet fait l'objet d'une division certaine. "Il ne sert à rien de discuter d'un projet de regroupement dans lequel on prévoit que les contribuables de l'actuelle ville de Lévis vont être perdants financièrement", soutiennent encore des conseillers municipaux à Lévis.

## Roger Labbé fera cavalier seul aux élections municipales de Beauport

par Louis TANGUAY

Pour l'ex-maire de Courville, M. Roger Labbé, la campagne électorale en vue du scrutin du 7 novembre est surtout l'occasion de défendre des principes de comptabilité municipale bafoués par le conseil provisoire de la ville fusionnée de Beauport.

C'est pourquoi il s'est présenté comme candidat indépendant dans le quartier numéro 5, après avoir été le seul membre de cette structure temporaire à s'opposer à la redistribution parmi les contribuables avantagés, des surplus inscrits aux états financiers des anciennes administrations de Beauport et Sainte-Thérèse-de-Lisieux.

Au cours d'une interview, il a expliqué que ces bilans, comme ceux des autres municipalités fusionnées, ne tiennent pas compte de l'obligation devant laquelle les contribuables se retrouveront, tôt ou tard, de payer une partie encore inconnue des investissements consentis par le Bureau d'assainissement des eaux du Québec métropolitain (BAEQM), pour la régionalisation des égouts collecteurs.

Par contre, on retrouve dans ces documents, sous forme d'actifs, les sommes que le BAEQM estime devoir verser aux municipalités, en compensation pour les équipements municipaux utilisés à des fins régionales.

Pourtant, affirme M. Labbé, le BAEQM n'a jamais confirmé par lettre au conseil de Beauport son intention de verser les montants apparaissant aux états financiers.

Et au bout du compte, l'ensemble des citoyens aura à payer une facture pour laquelle on aurait dû conserver en réserve au moins une partie des surplus redistribués.

En vertu de la loi 255 (loi de fusion) cet argent appartient aux anciennes municipalités, mais le conseil provisoire n'était en rien obligé d'adresser un chèque aux contribuables

d'une ancienne municipalité jouissant d'un surplus.

### Déficit de Courville

Quand il a accédé à la mairie de Courville, en novembre 1973, M. Labbé s'est retrouvé, en fin d'année, avec un déficit accumulé de \$146,352.

La principale réalisation de ses deux années d'administration a été, à son avis, de renverser la tendance et, en imposant des hausses de taxe substantielles à ses concitoyens, d'enregistrer des surplus d'opération de \$5,089 et \$5,908 pour les années 1974 et 1975.

Ayant ainsi réduit à \$127,062 les déficits antérieurs à son arrivée à la mairie, M. Labbé supporte mal qu'on lui impute les difficultés financières de Courville, avant la fusion.

A ce chapitre, il continue de croire que le regroupement était avantageux pour les gens de son ancienne ville, notamment afin de limiter la croissance de la taxe foncière.

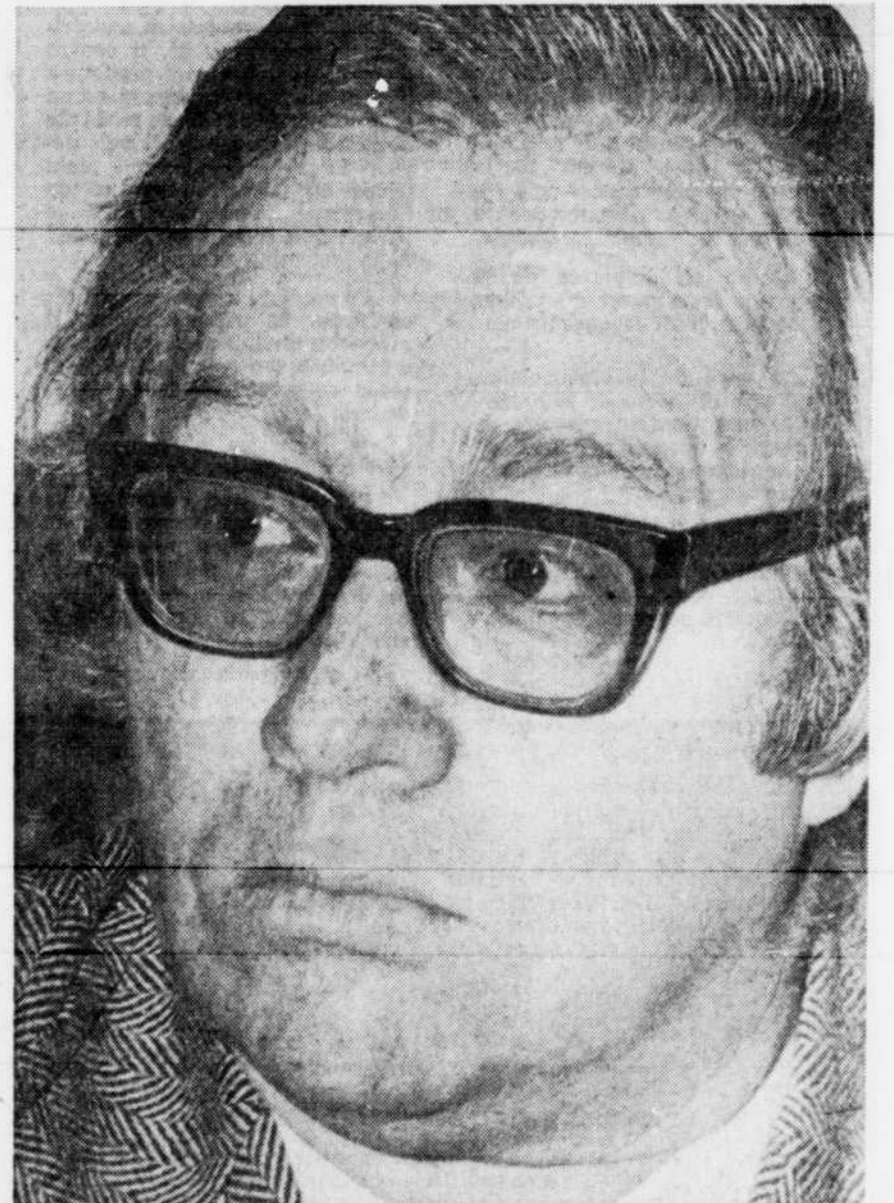
### Cavalier seul

D'ailleurs, à venir jusqu'à tout récemment, M. Labbé avait semblé faire corps avec l'équipe du maire Marcel Bédard, qui l'aurait même invité à faire partie du Réveil de Beauport, pour la prochaine élection.

Il était alors question que l'organisation défende sa candidature dans le quartier numéro 6, ce qu'il a interprété comme une stratégie visant à l'écartier de l'hôtel de ville, puisque les frontières de ce quartier englobent principalement le territoire de l'ancienne ville de Montmorency.

Mais, au lendemain de sa prise de position contre la redistribution des surplus, un représentant de l'organisation lui a fait savoir qu'il n'était plus désiré comme candidat.

Ce refus lui fait dire que la "soumission" au député-maire était le principal critère déterminant le choix des candidats de son équipe.



M. Roger Labbé, ex-maire de Courville.

Le Soleil, André Boucher

### NOMINATIONS



René Fortin

Manuel Da Silva Ferreira

M. Paul Bertrand, président du conseil d'administration et M. Philippe A. Couët, directeur général de Mode Sélect Inc., annoncent la nomination de MM. René Fortin et Manuel Da Silva Ferreira aux postes de conseillers-représentants. Ils seront responsables de l'expansion de la nouvelle division « chaussures » du groupe Mode Sélect Inc., division qui groupe déjà plus de cinquante détaillants au Québec.

Mode Sélect Inc. est le plus important organisme du genre au Canada, groupant des commerçants-détaillants en vêtements pour hommes au Québec, au Nouveau-Brunswick, en Nouvelle-Écosse et en Ontario. Le groupe permet aux détaillants indépendants de consolider leur pouvoir d'achat et de coordonner leurs programmes de publicité et de mise en marché. Fondée il y a onze ans, Mode Sélect Inc. a pris une expansion rapide dans le commerce de la mode masculine, démontrant fort bien que cette formule d'achat en coopération répondait à un besoin depuis longtemps ressenti. Les bureaux administratifs de Mode Sélect Inc. sont situés au 771 est, de la rue St-Joseph à Québec. (ANN.)

**MS Mode Sélect Inc.**

771 est, rue St-Joseph, suite 309, Québec. (418) 529-0533.

## CADEAUX pour le BUREAU

### Le Spécialiste du Stylo Inc.



**SHEAFFER**

vous offre le PLUS GRAND CHOIX DE PLAQUES DE BUREAU

340 est, boul. Charest, Qué. - 523-7307  
Place Laurier, Ste-Foy - 651-4316  
Mail St-Roch - 523-5223



**ROBERT LAFORCE OPTICIEN**

D'ORDONNANCES

BUREAU PRINCIPAL

POLYCLINIQUE VISION/SANTÉ CHAREST

210 EST, BOUL. CHAREST

face Gare Centrale d'autobus

(OUVERT 5 JOURS, 5 SOIRS)

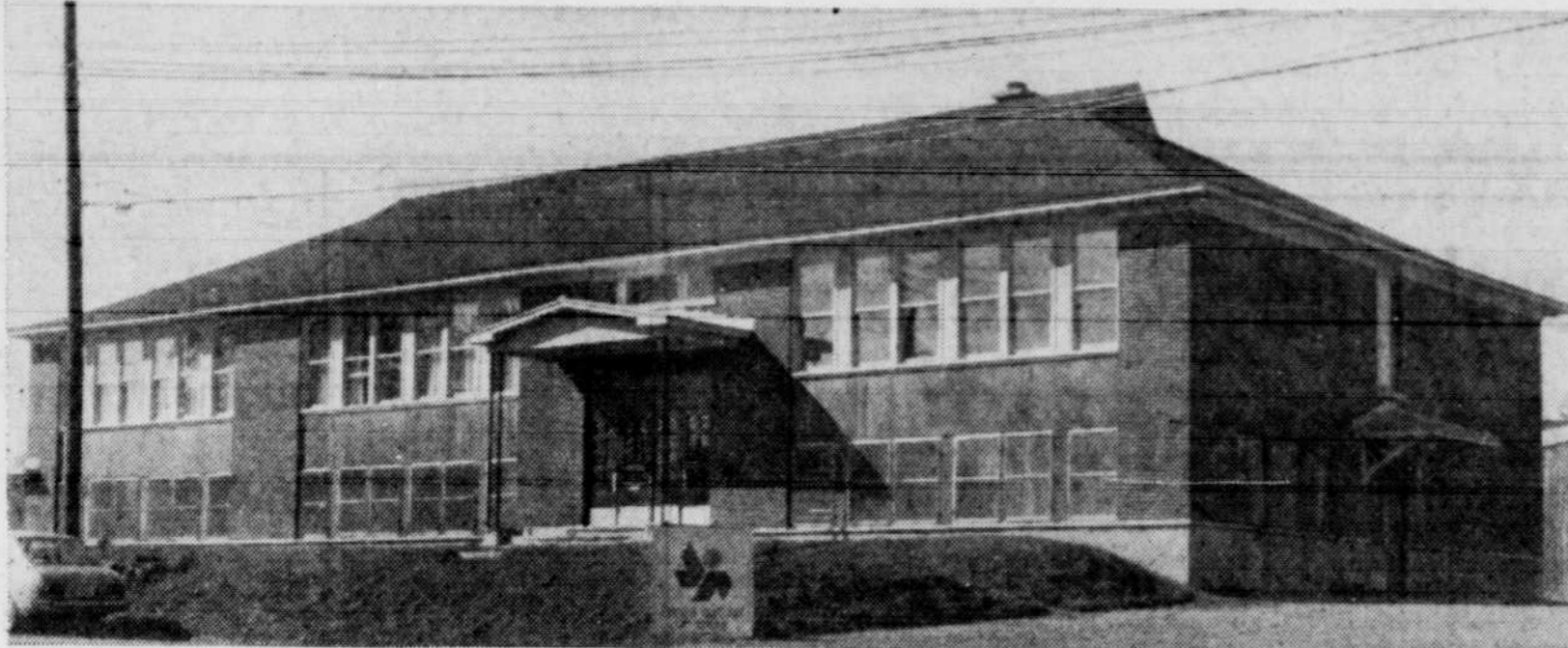
529-1714

12 succursales à votre service

QUÉBEC

MONTREAL

PARIS



Le Centre culturel de Sillery occupe l'ancienne école Brûlart, sur la rue Persico. Chaque semaine, l'école désaffectée est encore fréquentée par près d'un millier d'adultes et de jeunes.

## Expansion phénoménale de l'activité socio-culturelle à Sillery, en 5 ans

L'activité socio-culturelle a connu une expansion phénoménale à Sillery, surtout depuis les cinq dernières années, et les responsables de ce secteur débordent d'optimisme et de projets, soucieux qu'ils sont de répondre toujours mieux aux besoins et aux désirs de la population.

C'est ce qui ressort du bilan du Centre culturel présenté à l'occasion de l'inauguration du centre artistique rénové. Grâce à une subvention de \$48,000 du Haut-Commissariat aux loisirs et aux sports et à l'aide de la municipalité, le service des loisirs a complètement transformé l'ancienne école Brûlart située sur la rue Persico, pour en faire un lieu favorable à l'épanouissement des talents des adultes et des jeunes qui fréquentent le centre culturel.

Cette année, environ 900 personnes participent aux activités de 26 ateliers. Chez les jeunes, le ballet classique et le ballet-jazz sont les domaines les plus populaires, avec respectivement cent et

40 participants. L'atelier de peinture et de dessin rencontre la faveur du plus grand nombre d'adultes, soit 75 personnes.

Deux clubs de l'âge d'or regroupant 300 personnes tiennent leurs rencontres au Centre culturel de Sillery, qui abrite également la Galerie Beaulieu.

Les locaux de l'ancienne école ont été réaménagés de façon à rendre l'équipement le plus polyvalent possible.

"Sur quoi débouchent toutes nos réalisations?" demande l'animatrice du Centre culturel de Sillery, Madame Janine Angers, en souhaitant encore plus d'expansion de la vie artistique dans cette localité. Elle voit même les réalisations déborder les limites de la ville.

Mme Angers préconise une association entre les mouvements artistiques des villes de Québec, de Sainte-Foy et de Sillery, pour présenter certaines manifestations théâtrales et musicales.

Stimulée par l'intérêt de la population envers l'activité artistique, l'animatrice croit que la municipalité devra faire davantage pour répondre à la demande du public, surtout en prévoyant d'autres locaux comme ceux du Centre culturel.

Pour sa part, M. Jacques Gravel, directeur du service municipal des loisirs, insiste sur les progrès impressionnants réalisés au plan des loisirs socio-culturels, dont le budget a passé de \$2,000 à \$66,000 en cinq ans.

Responsable du domaine socio-culturel auprès du conseil municipal, le conseiller Antonio Caron se dit confiant que le rythme de l'évolution de ce service public se maintiendra dans les prochaines années.

## L'usine Uniroyal, de Ville d'Anjou, changerait de main

MONTREAL (PC) — Fermée depuis le mois de décembre 1974, l'usine de recyclage de vieux pneus de la multinationale Uniroyal, à Ville d'Anjou, pourrait rouvrir ses portes prochainement, après avoir changé de mains.

Pour les employés syndiqués, en grève depuis près de deux ans, la vente de l'usine est une manoeuvre de la compagnie destinée à isoler leur syndicat, le seul affilié à la CSN, des autres unités de négociation de la compagnie Uniroyal, toutes rattachées

aux syndicats internationaux.

La semaine dernière, le syndicat des employés d'Uniroyal (CSN) de Ville d'Anjou s'est vu demander, par le courtier chargé de la vente, son projet de convention collective, dont la négociation avait amené d'abord une grève, déclenchée le 25 septembre 1974, puis l'annonce de la fermeture de l'usine, décrétee par la compagnie en décembre 1974.

"Nous nous attendons à être convoqués pour des rencontres avec le nouveau pro-

priétaire d'ici peu de temps", a déclaré, en fin de semaine, le président du syndicat, M. Jean Fournier.

A l'usine de Ville d'Anjou, le directeur du personnel, M. W.E. Ryan, toujours présent avec le personnel de bureau malgré la fermeture, a confirmé que des transactions étaient en cours pour la vente de l'usine.

Le courtier chargé de la vente par Uniroyal est la firme Petitpas et Associés, de Montréal, à qui le syndicat a remis sa convention collective.

2,500 espaces de stationnement

PLACE FLEUR DE LYS  
C'EST MON CENTRE

# L'allure Robichaud

Nous sommes fiers de vous présenter en exclusivité à Québec la toute nouvelle collection masculine du grand couturier québécois de réputation internationale, Michel Robichaud.

Robichaud, un nom prestigieux, qui évoque l'élégance, le bon goût, le raffinement. Les complets signés Michel Robichaud ont une allure racée empreinte de distinction, un style sobre, une coupe et une confection soignées.

Une collection à la fine pointe de l'élégance, en exclusivité chez Vêtements Pierre, la boutique masculine à l'avant-garde de la mode.

## Un chien policier qui a le nez fin

Les malfaiteurs n'ont qu'à bien se tenir: Schoultz a prouvé qu'il avait le nez fin!

Schoultz, c'est le nouveau chien chercheur de la Sûreté du Québec et, hier matin, il a contribué par son flair à l'arrestation de deux individus soupçonnés d'être les auteurs d'une série de vols qualifiés, de vols simples et de vols avec effraction perpétrés au Nouveau-Brunswick.

### Chasse à l'homme

Vers 4h hier matin, des patrouilleurs de la Sûreté provinciale du poste de Saint-Pascal remarquaient une camionnette suspecte stationnée en bordure de la route transcanadienne, à la hauteur de Saint-Philippe-Néri.

S'étant approchés pour vérifier l'identité des occupants du véhicule, les policiers virent deux lascars démarrer à vive allure et s'engager sur la transcanadienne... à l'envers.

Il s'ensuivit une poursuite effrénée sur l'autoroute jusqu'au moment où les deux suspects, ayant abandonné leur camionnette, prirent la

fuite à pied par les bois environnant la halte routière de Saint-Philippe.

C'est à ce moment que Schoultz entre dans le décor. Appelé sur les lieux, le maître de chien, l'agent André Bernier, conduisit les policiers à travers 4 milles de bois épais jusqu'à une route secondaire où les deux suspects faisaient de l'autostop. L'un d'eux se livra sans résister mais le second, probablement plus tenace, prit à nouveau la fuite dans les bois. C'était sans compter sur l'odorat de Schoultz puisque, cinq minutes plus tard, le fugitif était retrouvé, terré dans une grange abandonnée.

Les deux individus sont actuellement détenus au poste de Saint-Pascal en attendant que la police du Nouveau-Brunswick vienne les récupérer.

Quant à Schoultz, le chien policier, il a maintenant droit à la confiance de la Sûreté québécoise puisque, comme l'aurait dit Corneille, il est de ceux qui de leur coup d'essai font un coup de maître.

## Cinq victimes de la route

La route a fait cinq nouvelles victimes dans l'Est du Québec au cours de la dernière fin de semaine.

A Saint-Anaclet, dans le comté de Rimouski, Joseph Martial Saint-Laurent a perdu la vie vers 18h15 samedi lorsqu'il fut heurté par une automobile près de son domicile. Agé de 74 ans, M. Saint-Laurent demeurait dans le deuxième rang de Saint-Anaclet.

A Saint-Victor de Beauce, un jeune homme de 18 ans, Mario Fortin, a péri dans le capotage de son véhicule survenu vers 20h30 samedi soir. Le jeune Fortin était domicilié dans le quatrième rang de Saint-Victor.

Deux frères de Mont-Saint-Pierre, dans Matane, Antonio et Donat Ouellet sont morts noyés, vers 22h15 hier, quand

la voiture où ils prenaient place a dérapé pour aller s'écraser à l'envers dans le lit de la rivière à Marthe, dans le comté de Matane. Les victimes étaient âgées respectivement de 60 et 54 ans.

Un garçonnet de 7 ans, Daniel Orichesqui, est décédé vers 18h00 vendredi après avoir été frappé par une automobile, tout près du domicile de ses parents, sur la route 204, à Audet, dans le comté de Mégantic.



Photos prises lors de la présentation officielle de la Collection Michel Robichaud chez Vêtements Pierre.

**CONSULTANT EN IMPRIMERIE**  
achat - vente - réorganisation  
1565, Victoria suite 211  
St-Lambert  
(514) 465-1740

Chez **VÊTEMENTS Pierre** LTÉE

à la fine pointe de l'élégance parce que nous précédon la mode.



Mail St-Roch, 645 est, rue St-Joseph  
529-0313

## La St. Lawrence Columbium & Metals vaut-elle le coup d'être rescapée?

Samedi dernier, un quotidien montréalais nous apprenait que la Banque canadienne impériale de commerce, non satisfaite du concordat de remboursement proposé par la St. Lawrence Columbium & Metals Corp., avait fait saisir les biens de la compagnie.

L'entreprise minière qui exploitait jusqu'en février une mine de columbium à Oka, alors que ses travailleurs se mirent en grève, a tenté en vain de proposer un concordat à ses créanciers pour leur rembourser, dans l'année, les \$5,323,557 en dettes accumulées. Trois paiements représentant 25%, 35% et 40% devaient être effectués sur douze mois. Seul problème, les actifs totaux de la compagnie, qu'il n'était pas de tout question de vendre, ne totalisent que \$3,008,756, soit un déficit de \$314,801 sur les dettes...

Et pourtant, M. Jean-Joffre Gourd, le sexagénaire président-fondateur de la St. Lawrence Columbium, pionnier de l'industrie minière au Québec et de la mise en marché du ferro-columbium dans le monde, n'hésite pas le moins du monde à croire à une prochaine opération de refinancement.

C'est ce que nous apprenait le quotidien montréalais. Le ministre Jean Cournoyer, toujours titulaire du portefeuille des Richesses naturelles, devait proposer au conseil des ministres une garantie de \$1.2 million à la Banque canadienne impériale de commerce, l'équivalent de sa créance, pour que l'institution financière injecte \$2.5 millions dans le redémarrage de la mine d'Oka.

### Un refinancement de \$17.5 millions

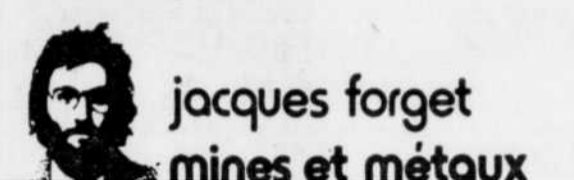
Ce dont rêve M. Gourd, c'est d'un refinancement total de l'ordre de \$17.5 millions qui permettrait non seulement d'absorber l'endettement de \$5.3 millions et de relever la compagnie de sa faillite, mais aussi de relancer sur une plus grande échelle les opérations minières.

Au printemps de 1974, la St. Lawrence Columbium faisait état de la découverte de deux autres gisements de columbium sur la montagne d'Oka, adjacents à sa mine, et situés sur la propriété de sa filiale Main Oka Mining Corp. (44%). 100,000 pieds de forage mettaient au jour 18.4 millions de tonnes de minerai de columbium répartis dans les deux nouveaux gisements; de ces réserves, 12.4 millions de tonnes étaient situées à moins de 1,000 pieds de profondeur, permettant une mise en exploitation à ciel ouvert.

Ce programme d'exploration venait de porter à 25.5 millions de tonnes de minerai titrant 0.44% en oxyde de columbium (Cb O) les réserves prouvées, probables et possibles de la St. Lawrence à Oka. Du

coup, elles promettaient un deuxième souffle à la mine en exploitation depuis 1961, à la suite de nombreuses difficultés de gestion.

Pareilles réserves permettraient de doubler de 2,500 à 5,000 tonnes la production quotidienne de minerai acheminée au concentrateur. Si telle est la condition de la survie de la St. Lawrence, le coût de cette expansion a été établi à \$12.1 millions dans le dernier rapport annuel de la compagnie pour l'exercice clos le 30 septembre 1975.



jacques forget  
mines et métaux

Mais depuis le début de la décennie, la situation financière de la St. Lawrence Columbium n'est guère reluisante. L'exercice financier 1971 s'est soldé par une perte de \$271,000, suivie d'une autre de \$360,000 en 1972 et d'une troisième de \$91,000 en 1973. N'eût été d'une grève d'un mois, cet exercice financier se serait soldé par un léger bénéfice. En 1974, la vigueur du marché des métaux permet d'afficher un profit de \$580,634.

### Un double problème de gestion et de métallurgie

Pourquoi une si faible rentabilité? Depuis toujours, la St. Lawrence Columbium fait face à un double problème de déficience de gestion et de recouvrement métallurgique limité.

Dans le premier cas, M. Jean-Joffre Gourd, après s'être d'abord chamaillé avec ses partenaires du début des années 1960 dont quelques-uns, MM. Côme Carboneau et Marcel Vallée en sont, ont subséquemment fondé la SOQUEM, a connu des problèmes de relations de travail presque constants soit avec ses cadres ou avec les travailleurs. Si jamais la St. Lawrence devait être rescapée de la faillite et relancée, M. Gourd serait, selon certains aveux faits à des fonctionnaires du ministère des Richesses naturelles, prêt à passer la direction à d'autres.

La teneur du gisement d'Oka n'est que de 0.44% en minerai de columbium, contre 0.72% pour la Niobec Inc. du Saguenay et plus de 1% pour le gigantesque gisement exploité par Molycorp Inc. de New York, premier producteur mondial de columbium. Mais pire, le recouvrement métallurgique (à la sortie du concentrateur) n'était plus que de 50%-55% dans les

mois précédant la fermeture. Au mieux, dans les belles années 1974-1975, le recouvrement du columbium a atteint les 70%-75%.

Nul doute, même avec une gestion efficace, la St. Lawrence Columbium demeure une opération marginale!

Et les 175 travailleurs, toujours en grève depuis le 2 février? Cela vaut-il la peine que Québec intervienne pour relancer la mine et sauver leurs jobs?

La mine est située à trente milles de Montréal, sur un site de villégiature qui se développe rapidement, la belle montagne d'Oka, premier centre de pomiculture au Québec. Le ministère du Tourisme, Chasse et Pêche est d'ailleurs à développer, à moins d'un mille de la mine, le parc Paul-Sauvé, de plus en plus populaire auprès des Montréalais.

La réouverture de la St. Lawrence et l'application du programme d'expansion nécessiteraient l'ouverture d'une vaste carrière, difficilement compatible avec le caractère champêtre que les gouvernements provincial et fédéral veulent donner à l'endroit. Au fait, la mine est située dans la zone aéroportuaire de Sainte-Scholastique.

Pour ce qui est des mineurs, s'ils veulent continuer à gagner leur vie dans l'industrie, nombreuses sont les offres d'emplois dans les mines de l'Abitibi, de la Côte-Nord et de la Gaspésie.

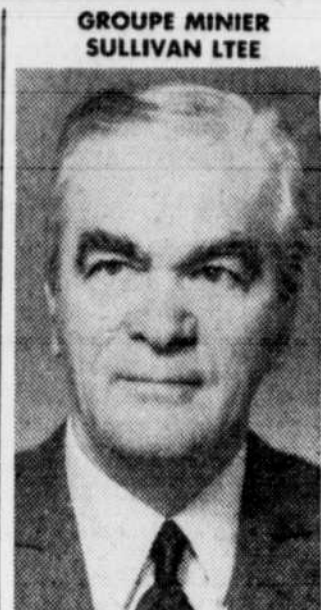
### Jean-Joffre Gourd a manqué plusieurs tournants

Faut-il trouver un responsable de la faillite de la St. Lawrence Columbium? Plusieurs pointent du doigt Jean-Joffre Gourd lui-même.

Au début des années 1970, la St. Lawrence Columbium a refusé d'engager \$25,000 en travaux d'exploration de base sur la carbonatite de Saint-Honoré qui a permis en début d'année la mise en production de la Niobec Inc., copropriété de la SOQUEM et du groupe minier Teck Corp. Ltd.

En Abitibi, la filiale Abcourt Metals Inc. détient dans le canton de Barraute une intéressante propriété polymétallique de zinc-plomb-argent. La Noranda Mines Ltée qui a déjà optionné les propriétés avoisinantes de la structure, a sollicité à maintes reprises la St. Lawrence Columbium. "Ce qui est bon pour Noranda est bon pour moi", se plaît à dire M. Gourd.

En attendant, les actionnaires de la St. Lawrence Columbium peuvent toujours continuer à ronger leur frein!



WILBROD BHERER, C.R.  
Le Président, J.- Jacques Beauchemin, C.R., a le plaisir d'annoncer la récente nomination de Me Wilbrod Bherer, C.R., comme membre du Conseil d'administration de Groupe Minier Sullivan Ltée. Me Wilbrod Bherer est membre de l'étude légale Bherer, Bernier, Loubier, Côté, Ouellet, Huot, Houle & Cantin, de Québec, Vice-Président de la Banque Canadienne Nationale, membre du Conseil d'administration de Power Corporation of Canada Limited, et de nombreuses autres corporations canadiennes. (ANN.)

Pétrole:  
augmentation  
envisagée de  
15 pour 100

CARACAS, Venezuela (AP) — Un consensus de dégage parmi les membres de l'Organisation des pays exportateurs de pétrole pour ne pas augmenter le prix du pétrole de moins de 15 pour 100, a déclaré M. Hector Hurtado, ministre vénézuélien du pétrole.

"Le gouvernement vénézuélien, a-t-il dit, estime que le prix du pétrole de l'OPEP qui est actuellement de \$11.51 le baril devrait être augmenté d'au moins 15 pour 100 et un consensus est en train de s'établir au sein de l'organisation sur ce chiffre.

## Diminution du prix canadien du zinc

par Jacques FORGET

MONTREAL — Deux jours après les producteurs américains, les producteurs canadiens de zinc viennent de rabaisser leurs prix aux USA de 3 cents et leurs prix canadiens de 2.75 cents. Le livre de zinc de base passe donc à 37 cents aux Etats-Unis et à 36.25 cents au Canada.

Smelting Co. ont ramené vendredi à 37 cents leur livre de zinc de base, 37.25 cents leur livre de zinc "prime western" et 37.50 cents leur livre de zinc de haute qualité vendue aux USA. Les prix au Canada passent respectivement à 36.25 cents, 36.50 cents et 36.75 cents.

Les trois principaux producteurs canadiens de zinc, Texasgulf Inc., Cominco Ltée et Hudson Bay Mining &

Cominco Ltd de Vancouver a bien tenté de rabaisser son prix canadien de seulement 2 cents la livre, mais le geste uniforme de ses concurrents l'a obligé de suivre en coupant les prix de 2.75 cents.

## Contrôles canadiens sur les exportations de boeuf aux USA

OTTAWA (d'après UPD) — Le Canada a annoncé, hier, l'imposition de contrôles sur les exportations de boeuf et de veau vers les Etats-Unis afin de minimiser les effets des restrictions récemment annoncées sur les importations américaines.

Le président Gerald Ford avait annoncé la semaine dernière que les importations de ces denrées ne dépasseraient pas 1,233 millions de livres en 1976. La décision visait en tout premier lieu l'Australie et la Nouvelle-Zélande considérés comme les principaux pays responsables du "dumping" du

boeuf et du veau sur le marché américain. M. Chrétien a indiqué que le Canada avait consulté les Etats-Unis à ce sujet et qu'il avait de bonnes raisons de croire que ses exportations seront soumises à des restrictions trop sévères.

Le système de contrôles individuels sur les exportations a donc été mis sur pied pour assurer une juste répartition d'un marché américain "restreint" entre les exportateurs canadiens. Les nouveaux contrôles donneront priorité aux expéditions de boeuf désossé et de veau de façon à permettre les meilleurs profits possibles à l'intérieur des quotas canadiens qui seront annoncés cette semaine par les Etats-Unis.

## Des armoires GREGG: ça vous emballera!



De belles grandes armoires Gregg en chêne, en orme ou en bouleau, feront de votre cuisine une oasis de rêve. Les armoires préfabriquées Gregg sont peu coûteuses et faciles à installer (vous pouvez le faire vous-même). Des centaines de combinaisons d'armoires possibles, dans des styles populaires, classiques ou contemporains. Nos armoires sont traitées pour résister aux accidents courants: jus renversés, ammoniac, etc. Venez visiter notre rayon spécial Gregg.

### GRATUITEMENT — Service Aménagement de cuisine

Nous serons heureux de vous aider à rénover votre cuisine. Nous vous offrons les conseils d'experts pour un réaménagement économique et fonctionnel, adapté à vos besoins personnels.

Heures d'ouverture: lundi au mercredi de 9:00 h à 17:00 h  
jeudi et vendredi de 9:00 h à 21:00 h  
samedi de 9:00 h à midi.

Repérez le panneau GREGG.

"J'aimerais recevoir GRATUITEMENT votre brochure montrant les différents modèles d'armoires GREGG."

NOM \_\_\_\_\_

ADRESSE \_\_\_\_\_

VILLE \_\_\_\_\_ TEL \_\_\_\_\_

S 18-10-76

## Le Centre de l'Armoire de Cuisine

2645, rue Watt, Parc Colbert, via boul. Charest O. Sainte-Foy, Québec Tél. 418-658-6924

## Rien de moins que le meilleur



Si vous avez pour règle de toujours vous offrir ce qu'il y a de mieux, vous avez toutes les raisons de choisir le scotch Grand Macnish. Distillé et embouteillé en Écosse, Grand Macnish est présenté dans une bouteille modelée sur un flacon écossais du 16e siècle. Un raffinement qui laisse deviner le soin apporté à la distillation et au vieillissement de ce grand scotch.

### Le raffinement d'un grand scotch.



**Nouveaux modèles**

La rumeur à l'effet que la General Motors était sur le point d'abandonner la fabrication de ses deux voitures sport, la Chevrolet Camaro et la Pontiac Firebird, après la production des modèles 1978 circulait encore il n'y a pas longtemps. Cependant, seule la capacité de production est responsable du nombre limité de ces deux modèles vendus au cours des deux dernières années. Le fait qu'un nouveau visage vient de leur être donné pour 1978 constitue presque la preuve qu'ils seront encore longtemps sur le marché. La calandre de la Camaro a été complètement remodelée comme le montre bien ce croquis exécuté par un artiste pour le compte de la publication commerciale Car Biz. C'est une autre version de la calandre de la Firebird 1977 — soit un système d'absorption mouf fait d'uréthane moulé qui remplace les pare-chocs de métal.

# Coup dur pour la firme Eurocanadian

MONTREAL (PC) — Le gouvernement britannique vient de porter un coup dur à la firme Eurocanadian Shipholdings en bloquant son projet d'acquisition de la société britannique Furness Withy et de son importante filiale, la Manchester Liners.

L'affaire concerne les contribuables canadiens, le Canadien National (société de la Couronne) détenant 18 pour 100 des actions de l'Eurocanadian.

Cette société, contrôlée à

61 pour 100 par Frank Narby, un homme d'affaires d'origine égyptienne vivant actuellement en Suisse, s'efforçait depuis deux ans de prendre le contrôle de la firme britannique. Les deux compagnies s'occupent de transport maritime.

Pendant que l'Eurocanadian effectuait des démarches en ce sens, le CN consacrait \$12 millions à l'achat de 18 pour 100 des actions de cette compagnie et d'une société associée, la Interest SA, de Suisse.

A la suite de nombreuses transactions, Eurocanadian réussissait à s'accaparer de près de 25 pour 100 de Furness Withy, et de 37,6 pour cent de la Manchester Liners.

**Intérêt national**

Une commission du gouvernement britannique, après étude de la question, en est venue à la conclusion que l'éventuelle acquisition de ces importants transporteurs maritimes nuirait à l'intérêt national. Dans un rapport, la commission soutient que cette transaction provoquerait une diminution des services aux exportateurs britanniques, un affaiblissement de la Manchester Liners, une augmentation du chômage en Grande-Bretagne et une détérioration de la balance des paiements britannique.

# Situation florissante chez Crown Zellerbach

VANCOUVER (PC) — La société Crown Zellerbach Canada Ltd. fait état de revenus nets atteignant \$6,7 millions, ou \$0,83 l'action, pour un chiffre d'affaires de \$104,5 millions au cours du troisième trimestre de 1976.

Les revenus de l'entreprise étaient de \$300,000, ou \$0,03 l'action, pour un chiffre d'affaires de \$64,4 millions au cours de la période correspondante de l'année dernière, alors que les travailleurs du bois étaient en grève.

Pour les neuf premiers mois de l'année, Crown Zellerbach a fait état de gains nets se chiffrant à \$16,4 millions, soit \$2,03 l'action, sur un chiffre d'affaires de \$295,3 millions, contre des gains nets de \$9,2 millions, ou \$1,15 l'action, sur un chiffre d'affaires de \$223,2 millions en 1975.

M. R.G. Rogers, directeur général de l'entreprise, a déclaré dans un communiqué que les revenus nets étaient comparables à ceux de 1974.

Il a ajouté qu'il s'attendait à ce que le relèvement constaté au cours des neuf premiers mois de l'année se poursuive pendant le dernier trimestre.

# Déficit accru de la balance des paiements en Angleterre

LONDRES (AFP) — Le déficit de la balance des paiements courants de la Grande-Bretagne a atteint \$330 millions en septembre contre \$215 millions en août, annonce le Ministère du commerce.

Cette forte dégradation est causée par l'accroissement du déficit du commerce visible à \$587 millions contre \$471 millions.

# Sans l'aluminium, la valeur de nos exportations de métaux aurait chuté

par Jacques FORGET

MONTREAL — N'eût été des relèvements de prix et des volumes accrus d'exportation de l'aluminium, nos exportations de métaux auraient chuté au premier semestre.

En effet, par rapport aux six premiers mois de 1975, les livraisons d'aluminium à tous nos partenaires commerciaux ont progressé de 49% à

788.48 millions de livres, pour une valeur de \$277.2 millions, en hausse de 51.3%. On se souviendra que le prix du lingot primaire d'aluminium a été haussé de 2 cents à 41 cents la livre à la fin de 1975 et a depuis été porté à 48 cents la livre en début août, en deux hausses successives.

L'impact de la poursuite de la grève des travailleurs de L'Aluminium du Canada Ltée,

au Saguenay, risque d'avoir un effet négatif sur le volume et la valeur de nos livraisons du deuxième semestre.

Pour l'ensemble des métaux, la valeur des exportations a diminué de 0.2% à \$1.4 milliard alors que le volume progressait de 8.6% à 3.138 milliards de livres.

Dans le cuivre, la situation est stationnaire. Les exportations ont diminué de 1.6% en

volume pour toucher 701.2 millions de livres valant \$367.9 millions, soit 0.6% de moins qu'à pareille date en 1975.

Après l'aluminium, c'est le zinc qui affiche la meilleure performance, avec une progression de 12.6% en valeur à \$257 millions, à la suite d'une hausse de 9.7% en volume à 1.065 milliard de livres.

Le plomb et le nickel font

plus mauvaise figure. Les livraisons de nickel, métal associé aux investissements d'infrastructure, ont reculé de 27.3% à 225.7 millions de livres ayant une valeur de \$452.3 millions, soit 19.9% de moins que pour les six premiers mois de 1975. Les expéditions de plomb ont été légèrement moindres, moins 2.7% à 356.8 millions de livres, alors que leur valeur reculait de 19% à \$45.9 millions.

## carrières et professions

Toutes les annonces publiées dans ces pages sous la Rubrique Carrières et Professions sont assujetties à la loi numéro 50. Les emplois annoncés s'adressent donc aux hommes et aux femmes.

POUR FAIRE PARAITRE VOS ANNONCES DANS CETTE PAGE COMPOSEZ

**647-3266**

OU ECRIVEZ A CARRIERES ET PROFESSIONS LE SOLEIL L.T.E.E. C.P. 1547, QUÉBEC, QUE. G1K 7J8

### DESSINATEURS(TRICES) EN ARCHITECTURE

Gerpatec requiert les services de deux (2) dessinateurs(trices) en architecture.

**POSTE A)** Expérience minimale de 3 ans dans le domaine du dessin d'architecture, présentation, maquettes, etc.

**POSTE B)** Expérience minimale de 5 ans en dessin d'exécution, rédaction de devis, surveillance de chantiers, etc.

Faire parvenir curriculum vitae et demande salariale en précisant l'emploi postulé avant le 25 octobre à:

**GERPATEC**

3070, chemin des Quatre-Bourgeois, Ste-Foy, P.Q. a/s M. Dominique Blais, architecte

### ASSISTANT-ACHETEUR

demandé Compagnie nationale en plomberie, chauffage et électricité requiert les services d'un assistant-acheteur.

**QUALIFICATIONS REQUISES:**

- Grande expérience dans ces domaines;
- Etre parfaitement bilingue;
- Initiative et dynamisme.

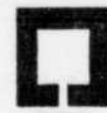
**TRAITEMENT:**

- Salaire selon compétence;
- Bénéfices marginaux des plus avantageux.

**LIEU DU POSTE VACANT:** Montréal.

Le (la) postulant(e) devra faire parvenir son curriculum vitae au: **Dépt 8342 - Le Soleil**

Toute application sera traitée confidentiellement



SOCIÉTÉ DES ALCOOLS DU QUÉBEC

### CONTREMAITRE GENERAL

La Société des Alcools recherche les services d'un contremaître général pour diriger les opérations de l'usine d'emballage et de conditionnement situé dans la ville de Québec.

**POSTE:**

L'usine d'emballage et de conditionnement de Québec reçoit, conditionne et embouteille un volume d'environ un million de gallons de vins et spiritueux. Le contremaître général aura sous sa responsabilité la direction du contremaître à la réception en jrac des vins et spiritueux ainsi que les employés des deux lignes d'emballage et de la préparation des liquides.

**CANDIDATS:**

Le candidat doit posséder une expérience de trois (3) ans au niveau de la production manufacturière préférentiellement dans le secteur de l'emballage et de la distribution. Il devra faire preuve de leadership et d'initiative et être en mesure de contrôler efficacement le prix de revient et le budget de son service. Le candidat doit avoir obtenu un diplôme de technicien en chimie, de technologiste en alimentation ou l'équivalent.

**AVANTAGES SOCIAUX:**

Ce poste offre des possibilités d'avancement au niveau des cadres supérieurs de l'entreprise, une gamme complète de bénéfices sociaux et un salaire intéressant. Faire parvenir curriculum vitae à:

Société des Alcools du Québec, Service du Personnel, C.P. 2027, Québec 2.

ACHETEZ CET ESPACE POUR RECRUTER VOTRE PERSONNEL

## CARRIERES et PROFESSIONS

## COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE

300, rue St-Jacques Montréal, Qué. H2Y 1P5

### AGENTS DE FORMATION

**LIEU DE TRAVAIL:** À Québec

Le titulaire de ce poste relève directement du directeur-Bureau de Québec.

**FONCTIONS:**

Conçoit et réalise auprès des populations jeunes et adultes, pour des clientèles et des secteurs très diversifiés (enseignement, travail, publicité, commerce, programme égalité hommes/femmes, groupes ethniques, autochtones, personnes âgées etc.), des programmes d'éducation de la Commission des Droits de la Personne.

Le poste convient aux personnes qui désirent mettre au point divers types d'instruments de formation, de révision d'attitudes sociales, d'éducation au civisme, ainsi que des programmes d'animation, de sessions d'études, de mesures de conciliations communautaires, de programmes de mesures positives.

**EXIGENCES:**

Une formation universitaire de deuxième cycle dans une discipline des sciences de l'homme (éducation, psychologie, travail social, etc.).

Avoir déjà cinq ans d'expérience dans le secteur de la formation et manifester un grand intérêt dans le domaine des droits et libertés de la personne. Capacité de travail en équipe.

Faire parvenir son curriculum vitae avec sa demande. La rémunération sera établie selon la politique de la Commission des Droits de la Personne et en tenant compte de la formation académique et de l'expérience.

Toute candidature devra être soumise avant le 27 octobre et sera traitée confidentiellement.

SECRÉTAIRE-TRÉSORIER COMMISSION DES DROITS DE LA PERSONNE

945 Turnbull Cité de Québec



### COMMISSION SCOLAIRE REGIONALE CHAUVEAU

## PROFESSEURS BIOLOGIE et MATHÉMATIQUES

en secondaire V

**QUALIFICATIONS:**

Bac. en enseignement option biologie ou l'équivalent.

### MENUISERIE ET PEINTURE

enfance inadaptée.

**QUALIFICATIONS:**

Brevet d'enseignement spécialisé en travaux manuels ou Bac. d'enseignement spécialisé.

### DESSIN ET L'ELECTROTECHNIQUE

**QUALIFICATIONS:**

Bac. en enseignement spécialisé ou DEC en électrotechnique plus trois (3) ans d'expérience.

Les personnes intéressées et possédant les qualifications requises feront parvenir leur offre de service ainsi que leur curriculum vitae avant le 20 octobre à:

SERVICE DU PERSONNEL C.S.R. CHAUVEAU 1, avenue Chauveau, Neufchâtel, Qué. 842-8451

### LA BANQUE ROYALE DU CANADA

Dividendes no 357

Avis est donné, par les présentes qu'un dividende au taux de trente-quatre cents et demie par action sur le capital-actions entièrement versé de cette banque a été déclaré pour le trimestre courant, payable à la banque et ses succursales à compter du mercredi 24 novembre 1976, aux actionnaires enregistrés à la fermeture des bureaux le 22 octobre 1976.

Par ordre du Conseil d'administration.

Rowland C. Frazee, vice-président exécutif et directeur général en chef

Montréal, le 12 octobre 1976.

**Rendement**

# 10%

**Certificats de placement garanti de 5 ans**

Intérêt versé deux fois l'an (placement minimal: \$500). Communiquez avec nous pour avoir des détails sur les modalités et les taux relatifs au paiement de l'intérêt composé et de l'intérêt mensuel.

Pour avoir plus de renseignements, passez nous voir ou appelez:

Québec 500 est, Grande-Allée Mlle Mireille Lemieux 529-8841

Suc. Centre d'Achats Jadis Mlle Linda Blouin 628-8383

**Montréal Trust**  
On s'en fait autant que vous pour votre argent.

# L'usine de Cabano, un rêve du peuple devenu réalité

par Réal LABERGE  
du bureau du Soleil

LA POCATIERE — C'est dans le calme le plus absolu et avec la participation de plus de 2.000 citoyens de la municipalité et petits actionnaires de la région, que s'est déroulée, hier, à Cabano, l'inauguration de la cartonnerie Papier Cascades: un rêve

qui devenait enfin une réalité, après six années de lutte et de ténacité.

"Il me tardait de voir démarrer ce projet auquel j'ai consacré personnellement plus d'heures et de journées de travail que je n'en ai jamais consacrées à aucun autre dossier industriel", a notamment souligné le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Guy Saint-Pierre.

Remarquant que "certains nostalgiques regretteront sans doute que l'usine n'appartienne pas entièrement à la population", M. Saint-Pierre a déclaré qu'il croyait pour sa part qu'il fallait être réaliste.

Pour en venir à cette réussite "de la plus grande cartonnerie en activité au Canada", a-t-il observé, il fallait

pouvoir compter sur une véritable connaissance technologique, une connaissance pratique de la gestion et des marchés, ainsi que sur des fonds importants. C'est ce qu'a permis l'association de la compagnie Papier Cascades au mouvement de participation populaire de Cabano.

Autrement, a-t-il insisté, le projet aurait été infiniment plus modeste. Non seulement il n'aurait pas apporté à la région le même nombre d'emplois rémunérés à un taux très acceptable, mais il n'aurait pas eu le même effet d'entraînement sur l'économie de la région entière.

#### Un symbole significatif

Par ailleurs, M. Gérard-D. Lévesque, vice-premier ministre et responsable de l'OPDQ, a déclaré qu'en décidant en 1970 d'être le premier artisan de sa survivance et de son progrès, la population de Cabano a démontré que l'un des objectifs du Plan de développement de l'Est du Québec était sur le point d'être atteint, celui de la participation de la population régionale.

Il a dit voir dans l'ouverture de la cartonnerie de Cabano et d'autres initiatives du genre comme la Donohue, à Saint-Félicien, ou Tembec, au Témiscamingue, un début réel et significatif de la prise en main par les Québécois d'importantes industries liées à l'exploitation des richesses naturelles du Québec.

A son avis, Cabano est devenue le symbole de la prise en charge de leurs lendemains économiques par des Québécois capables de mettre les priorités à la bonne place, et de bâtir, au lieu de faire des mots. Au sujet de telles initiatives populaires bien structurées, il a affirmé qu'à l'OPDQ, "nous sommes plus favorablement disposés que jamais à considérer cette formule,

chaque fois qu'elle nous paraîtra réaliste et réalisable".

Le ministre fédéral de l'Expansion économique régionale, M. Marcel Lessard, a également exprimé l'espoir que l'expérience valable de Cabano saura se multiplier. C'est là une formule de participation à laquelle le MEER ne peut qu'apporter sa collaboration et sa contribution, comme il l'a fait pour un montant de \$6,325,000 à l'endroit de Cabano.

"Et cela, entièrement sous forme de subventions, et non pas en prêts avec intérêts, comme est venue en grande partie la participation provinciale", a-t-il remarqué dans une boutade à l'endroit des ministres du gouvernement québécois, à la suite d'allusions à une aide provinciale plus considérable que celle du fédéral.

#### Un défi à investir davantage

Par ailleurs, le maire de Cabano, M. Guy Michaud, a lancé un défi à la jeunesse du milieu, pour qu'elle s'implique davantage dans le mouvement populaire de financement de la cartonnerie. A son avis, chaque jeune de la région devrait se faire un devoir de porter sa participation au capital-action à au moins 100 actions de la cartonnerie.

Dans son rappel des différents partenaires et collaborateurs qui ont assuré la réalisation de la cartonnerie, il a tout spécialement signalé que "c'est Lucien Saulnier, qui a sauvé notre projet, après l'échec d'un premier projet vraiment trop grandiose".

M. Saulnier, pour sa part, a notamment remarqué que Cabano s'inscrit comme un exemple de l'adage qui dit que "ce que l'on veut, on le peut, si vraiment on le veut".

A son avis, la cartonnerie de Cabano, par son association avec Pa-

pier Cascades et la famille Lemaire, de Kingsley Falls, présente toutes les caractéristiques d'une réussite remarquable, notamment parce qu'on y a rencontré les délais et les budgets impartis, ce qui est chose rare aujourd'hui.

Il reste maintenant à faire la preuve, par la livraison régulière d'un papier de qualité et à un prix compétitif, que cette structure d'association à 50/50 de la population, de l'employé et de l'employeur, peut perpétuer cette réussite.

Le président de Papier Cascades (Cabano) Inc., M. Bernard Lemaire, a finalement déclaré que ses craintes du début face à la formule nouvelle de la participation populaire, se sont vite dissipées, avec l'excellente collaboration que tous lui ont accordée. Il a dit envisager avec confiance l'étape suivante, "qui ne sera pas facile", de produire un papier de qualité et à prix compétitif, afin d'effectuer une rapide percée sur un marché accaparé par une industrie intégrée et les multinationales.

La bénédiction de l'usine a été présidée par l'évêque de Rimouski, Mgr Gilles Ouellet, qui a félicité d'une façon particulière "ces chefs de file de la région qui se sont battus avec tant de persévérance".

La population et les invités ont ensuite assisté à la présentation d'un montage audio-visuel et fait le tour de "propriétaire" de l'usine de 555 pieds par 230 et de ses installations d'une capacité de production de 240 tonnes par jour, qui ont coûté \$12,000,000. La visite comportait encore une tournée des aménagements d'infrastructure industrielle, au coût de \$6,662,900, "qui sont uniques au Québec au domaine de la protection de l'environnement", a insisté le maire Guy Michaud.



De gauche à droite: Lucien Saulnier, conseiller spécial du dossier de Cabano et ex-président de la SDI; Guy Michaud, maire de Cabano; Marcel Lessard, ministre de l'Expansion économique régionale; Guy Saint-Pierre, ministre de l'Industrie et du Commerce; Gérard-D. Lévesque, vice-premier ministre et responsable de l'OPDQ, et Bernard Lemaire, président de Papier Cascades (Cabano) Inc.

## On se serait cru au lancement de la campagne électorale

par Réal LABERGE  
du bureau du Soleil

LA POCATIERE — Les discours étaient à forte saveur électorale, hier, à l'inauguration de la cartonnerie de Cabano.

La pléiade des ministres et autres politiciens provinciaux présents à la manifestation constituait par ailleurs un autre indice assuré que le premier ministre, M. Bourassa, ne devrait pas tarder à donner le feu vert d'un prochain scrutin.

Mais les ministres accourus à Cabano se sont bien gardés d'y aller publiquement d'indiscrétions directes sur les intentions de M. Bourassa.

Au SOLEIL, toutefois, le ministre de l'Industrie et du Commerce, M. Guy Saint-Pierre, devait remarquer "qu'il ne voyait pas quelles raisons on pourrait maintenant invoquer, pour ne pas y aller d'une élection... que tout le monde attend".

Par contre, le vice-premier ministre, M. Gérard-D. Lévesque s'est refusé à tout commentaire.

Si ce n'est de brouiller les cartes en rappelant l'anecdote que son collègue, M. Saint-Pierre, à l'issue d'un colloque au mont Orford, au printemps 1973, avait fourni aux journalistes "cinq bonnes raisons motivant l'annonce imminente d'une élection", mais que le scrutin n'était survenu que bien plus

tard, à la fin d'octobre.

Une question de date!

Par ailleurs, M. Lucien Saulnier, conseiller spécial du premier ministre, s'est permis l'observation que l'affaire de l'élection, "ce n'était vraiment plus qu'une question de choix d'une bonne date".

Et sur ce point, il a ajouté la boutade que "les bureaux déjà loués... ne l'avaient été que pour un mois!"

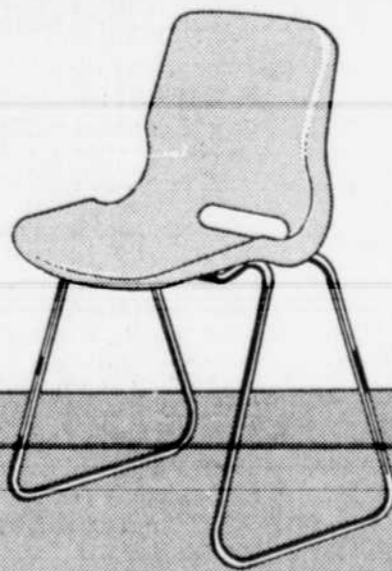
Incidentement, un haut fonctionnaire de la Société de développement industriel du Québec a mis en garde les journalistes contre tout rapprochement de l'inauguration de la cartonnerie avec l'annonce imminente d'une élection.

### LA CHAISE PASSE-PARTOUT

SIÈGE DE PLASTIQUE MOULÉ  
BASE CHROMÉE  
COULEURS: BLANC, ROUGE, ORANGE  
VERT ET JAUNE

\$29<sup>95</sup>

RÉG. \$35<sup>00</sup>  
QUANTITÉ  
LIMITÉE



EN VENTE AU  
MOBILIER  
INTERNATIONAL

3 MAGASINS  
231, ST-PAUL  
PLACE STE-FOY  
PLACE QUÉBEC

Export, eh?

Quand on connaît bien ses goûts

Macdonald's  
EXPORT A  
20 Cigarettes - 7 mg. de goudron  
Filter